

Enrico Letta

**Laudatio de Herman Van Rompuy
Prix Charlemagne 2014**

Remise du Prix Charlemagne 2014
Aachen, le 28 mai 2014

Cher M. le Maire d'Aix la Chapelle, Marcel Philipp,

Cher M. le Président du directoire du Prix Charlemagne, Jurgen Linden

Cher M. le Président du Conseil européen, cher Herman,

Chers anciens lauréats du Prix Charlemagne,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Il m'est difficile d'imaginer un lieu plus riche en histoire qu'Aix la Chapelle et une opportunité plus heureuse qu'aujourd'hui pour prendre la parole, à l'occasion de la remise du prix Charlemagne à Herman Van Rompuy.

Nous venons de vivre des élections de grande intensité. La vague populiste est montée, oui, mais nous avons aussi vu dans des grands pays, comme l'Allemagne et l'Italie, que le drapeau de l'europhisme est bien flottant! La législature qui s'ouvre va donc être une législature de bataille entre des idées bien différentes. Et le défi populiste va avoir au moins l'effet d'obliger, nous les europhistes, à cesser d'être timides et à engager la vraie bataille pour l'Europe des peuples.

Face à une telle épreuve, le choix du Comité du Prix Charlemagne prend tout son sens. Il nous rappelle une vérité simple et profonde: l'Europe se construit par des règles, des institutions, des structures. Mais elle avance surtout grâce à l'action des hommes.

Jean Monnet, dans son discours de Washington en 1952, avait défini ce qui était à ses yeux le sens profond de la construction européenne : *"nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes"*. Les progrès de la construction européenne sont toujours tributaires des choix et des actions d'hommes et femmes ordinaires aux qualités extraordinaires, tel que nous le rappelle les noms des précédents lauréats du Prix Charlemagne. "Rien n'est durable sans les institutions, rien n'est possible sans les hommes," disait Jean Monnet dans ses Mémoires.

Je me permets d'insister sur cette dimension humaine et personnelle, car c'est à travers elle que nous retrouvons toute la valeur et la portée du prix qui sera remis demain à Herman Van Rompuy.

A mes yeux, ce n'est pas un prix décerné à une fonction. C'est un prix décerné à un homme qui a marqué l'Europe dans son moment le plus difficile. Avec sa personnalité, son intégrité, sa persévérance il a été un formidable ouvrier du chantier européen, au service d'une Europe plus unie, plus vivante et plus solidaire.

Mesdames et Messieurs,

Pour vous parler d'Herman Van Rompuy et du futur de l'Europe je partirais par un bond en arrière de 24 ans! On était aux jours de la discussion, pleine d'enthousiasme et de difficultés en même temps, sur la réunification allemande.

J'ai connu Herman Van Rompuy en 1990, à Pise, d'où je suis originaire, et où se tenait le congrès des jeunes démocrates-chrétiens européens, dont je devais devenir le Président. En parallèle du congrès des jeunes, se tenait une réunion informelle des chefs de gouvernement et des présidents des partis chrétiens-démocrates. A l'époque, la perspective d'une réunification allemande générait beaucoup de discussions.

Tous les dirigeants des partis politiques chrétiens-démocrates se retrouvaient alors dans cette petite ville de Toscane. Van Rompuy était là. Au sommet les premiers ministres discutaient des conséquences de la chute du mur de Berlin, de l'intégration monétaire et de l'avenir de l'Europe, avec en filigrane la réunification entre l'ouest et l'est du Continent. Ils se sont mis d'accord avec le chancelier Helmut Kohl sur la stratégie à défendre pour l'unification allemande.

Van Rompuy avait soutenu ce choix et avait contribué à former un consensus pour surmonter les derniers obstacles à la réunification. Nous retrouvons là un choix décisif qui a marqué la construction de l'Europe dans la décennie 1990. Van Rompuy en était déjà un protagoniste.

D'ailleurs l'Europe a toujours été présente dans le parcours personnel et politique de Van Rompuy. Comme il l'a dit dans son dernier livre, *l'Europe dans la tempête*, devenir Président du Conseil européen, c'était d'une certaine manière « un peu comme rentrer à la maison ».

Une maison que Van Rompuy a commencé à fréquenter avec ses études en philosophie et en économie à l'Université catholique de Louvain et ensuite en travaillant comme économiste à la Banque nationale de Belgique. Encore jeune, il a commencé son activité politique en tant que vice-président national des jeunes du CVP, son parti, rejoignant en 1973 le Cabinet du Premier Ministre Leo Tindemans, autre grand européen belge, lauréat du Prix Charlemagne en 1976.

L'Europe cherchait alors à repartir, à se relancer. Le rapport Tindemans, publié en 1975, avait proposé d'allonger la Présidence tournante du Conseil à un an, afin de renforcer son autorité. Je ne suis pas sûr, Herman, si en tant que jeune membre de cabinet, vous aviez alors senti que c'était là une prémonition de votre avenir...

Devenu Président de son parti, ses qualités, ses compétences le font vite accéder aux plus hautes fonctions au sein du Parlement belge, ou il deviendra Président de la Chambre des Représentants en 2007, et au sein de l'exécutif.

Plusieurs fois Ministre, puis Vice-Président et Ministre du Budget, il a alors négocié plusieurs budgets, devant jouer avec des coalitions très fragmentées, un art, qui, je dois l'imaginer, a été bien utile lors des négociations pour le budget pluriannuel de l'Union, 2014 -2020.

Ce n'est donc pas par hasard que, lors de la crise politique en Belgique de 2008, alors que divisions et revendications opposées rendaient difficile, voire impossible la formation d'un gouvernement stable, le Roi a fait confiance en ses qualités, en le désignant explorateur puis conciliateur. Tâche qu'il a accomplie avec succès, arrivant à former le gouvernement de coalition dont il a pris la tête, jusqu'en 2009, lorsque les Chefs d'Etat et de Gouvernement l'ont choisi comme premier Président permanent du Conseil européen.

En fait Herman, vous n'avez jamais vraiment quitté la maison européenne. Tout ce parcours montre que l'Europe a toujours été dans vos gênes, comme elle l'est dans la grande tradition européenne belge. Une tradition qui met en valeur le sens de l'équilibre, la capacité de susciter le dialogue et de faire cohabiter des cultures différentes, qui reconnaît l'importance du couple franco-allemand mais également ses limites et qui est marqué par l'attachement aux institutions communes, garantes de l'intérêt européen, au-delà des intérêts nationaux.

Mesdames et Messieurs,

L'Europe dans les moments les plus difficiles de son histoire récente a pu compter sur un guide solide, préparé à des fonctions difficiles.

Van Rompuy a tout d'abord toujours défendu le choix de l'euro. La monnaie commune est le cœur profond et irréversible de l'intégration européenne. Mais, comme il l'a toujours rappelé aux dirigeants politiques, si nous voulons le préserver, nous devons aller au bout de ses conséquences.

Dans les moments les plus intenses de la crise, les interrogations sur les coûts et les bénéfices de la monnaie unique se sont multipliées.

La crise a été révélatrice de l'interdépendance qu'a entraînée l'adoption de l'euro. Le destin de chaque Etat membre est intrinsèquement lié au destin des autres: cela implique responsabilité et solidarité, comme Van Rompuy a rappelé dans son discours tenu à l'Université Humboldt de Berlin. Nous partageons des droits mais aussi des obligations. Dans une union économique et monétaire, être responsable signifie que chacun doit conduire des politiques financières saines et tenir compte des effets d'entraînement que ses actions ont sur les économies partenaires.

Etre solidaire signifie que nul ne peut fermer les yeux quand un partenaire est en crise dans une logique de solidarité mutuelle; chaque Etat ne sera pas toujours bénéficiaire, chaque Etat ne sera pas toujours contributeur. L'euro n'est pas un jeu à somme nulle. C'est une victoire commune.

Van Rompuy a fait preuve de courage politique, en nous invitant tous à cette prise de conscience.

Dans son discours à l'Université Humboldt, il a rappelé à l'Allemagne que, je cite en anglais, "the biggest contribution does not mean the only contribution. I sometimes get the impression that some Germans have the feeling that they are being made the sole responsible for the debt crisis. That is simply not the case: one quarter from the German purse implies that three quarters come from the purses of the other euro countries". Ce

sont des propos courageux et bienvenues pour un Pays comme le mien, l'Italie, qui a surmonté la crise de la dette souveraine et a assaini son budget sans l'aide d'aucune assistance financière et en étant le troisième contributeur, après l'Allemagne et la France, aux mécanismes européennes de solidarité.

C'est cette prise de conscience qui a permis au Conseil européen de prendre des décisions importantes: ce n'était pas entre des réponses communautaires ou nationales qu'il fallait choisir, c'était entre l'inaction et des réponses concrètes bien qu'incomplètes.

Face à ces choix difficiles, Van Rompuy a été le Président de tous. Il a écouté les avis, les opinions, les contraintes des 28 Etats membres, les grands comme les petits; il a uni les Etats membres de la zone euro et ceux qui n'en sont pas membres en un subtil équilibre, avec patience et diplomatie.

Tout au long de la crise, Van Rompuy n'a cessé de mettre en garde: la réponse à la crise ne se limite pas à résoudre les problèmes de court-terme. Il faut s'attaquer aux racines profondes et empêcher à tout prix qu'une autre crise ne survienne. Cela demande de reprendre notre marche vers une plus forte intégration dans la zone euro, vers une véritable union économique et monétaire avec ses quatre unions: bancaire, économique, budgétaire et politique.

La feuille de route qu'il a présentée, avec les autres trois présidents, José Manuel Barroso, Jean-Claude Juncker et Mario Draghi, est à ce jour le seul exercice où l'Europe imagine son avenir. Elle est un héritage politique formidable et une référence incontournable. Si les progrès de l'union bancaire et de la coordination économique sont remarquables, la feuille de route reste un travail inachevé. La prochaine équipe au sommet de l'Union devra reprendre ce travail et avancer dans les domaines de la coordination économique et budgétaire. Un plus grand défi encore l'attend pour asseoir cette union sur une véritable légitimité démocratique.

Nous pouvons redonner d'espoir aux citoyens frappés par la crise si l'Europe a pour mission d'accompagner et de promouvoir une croissance saine et durable de nos sociétés. Van Rompuy a toujours appelé à une vision dynamique de la croissance, dans laquelle le rôle de l'innovation, de la création technologique, de marchés ouverts et concurrentiels est central. D'ici la relance du marché intérieur, le Pacte pour la croissance, l'attention aux investissements publics.

Van Rompuy a fait valoir cette idée en faisant usage d'une façon créative de son pouvoir de maîtrise de l'ordre du jour du Conseil pour inciter les Chefs d'Etat et de gouvernement à se pencher sur les problèmes d'avenir.

La baisse des coûts de l'énergie, tout comme la politique industrielle, l'agenda numérique et une nouvelle dynamique des relations entre la politique de la concurrence et celle du marché intérieur pour avoir plus de champions européens en condition de se battre contre les géants américains et asiatiques, doivent être pour la législature qui commence les piliers pour une nouvelle compétitivité de l'Europe.

Comme vous l'avez souligné à l'Université Humboldt, recentrer le Conseil sur la définition des impulsions stratégiques est "un vrai retour aux sources" pour cette institution qui doit donner des orientations stratégiques.

Van Rompuy a été également conscient de la fatigue sociale déterminée par la crise économique. Je suis personnellement témoin de son engagement pour mettre le thème de l'emploi de jeunes au centre des débats du Conseil européen, en reconnaissant la nature européenne, lorsque d'autres ne voyaient qu'un problème national. Dans ce travail, il a été inspiré par les orientations de l'économie sociale de marché, qui est la base autour de laquelle nous pouvons ressembler les différentes sensibilités nationales en politique économique.

Voici l'un des défis les plus exigeants pour les années post-crisis : retrouver un équilibre entre le marché et le social, progresser dans l'intégration économique tout en respectant la diversité des systèmes sociaux nationaux et les choix politiques et culturels nationaux. Et cet engagement doit s'incarner surtout dans la prochaine législature européenne en faveur de l'emploi pour les jeunes, pour éviter des générations perdues et pour donner à nouveau de l'espoir européen aux jeunes.

Je disais que la Présidence de Van Rompuy a été marquée par la crise économique et la redéfinition de la gouvernance de la zone euro. Mais son action n'a jamais oublié l'ouverture au monde qui caractérise le Vieux Continent. L'Europe a une vocation globale. Elle n'a pas vocation à l'introversion. Le traité de Lisbonne confie au Président du Conseil une responsabilité externe, conjointement avec le Président de la Commission et le Haut Représentant. Van Rompuy s'est saisi pleinement de cette compétence: il a représenté l'Union dans les forums multilatéraux, tels que le G8 ou le G20, il a approfondi le dialogue avec les partenaires stratégiques de l'Union, a mené à terme l'élargissement de la Croatie et a conduit le dialogue avec les pays des Balkans. Aujourd'hui il est sur le front de la crise en Ukraine. Cet engagement en faveur de l'élargissement et des pays du voisinage est bien témoigné par l'invitation faite aux Premiers Ministres Yatseniuk, Leanca et Garibashvili, de participer à cette cérémonie à Aix la Chapelle.

Van Rompuy a toujours affirmé que malgré la crise économique et financière, l'Europe ne doit pas se replier sur elle-même et l'élargissement doit se poursuivre. Ce n'est pas l'élargissement, comme on l'entend souvent, qui est la cause de la crise. Au contraire, mon expérience comme Premier ministre m'a montré que les problèmes pour l'Europe venaient des querelles entre les anciens Etats membres, les nouveaux membres étant souvent plus pro-européens. C'est l'Europe élargie qui nous donne la masse critique et la perspective géopolitique nécessaire pour compter dans un monde multipolaire.

Prenons simplement l'exemple du récent accord gazier entre la Russie et la Chine et essayons d'imaginer l'influence qu'une Union européenne unie pourrait avoir sur la Russie dans les prochaines années ou au contraire sa faiblesse si les Etats membres agissaient sans coordination et sans approche commune.

Par ailleurs, les événements en Ukraine doivent nous faire réfléchir sur la façon pour l'Europe de redevenir une source d'espoir. Nous devons réfléchir sur ce que l'Europe signifie pour les pays des Balkans du Sud, pour l'Ukraine, la Moldavie et les pays du voisinage. Herman a bien interprété ce rôle de représentant de l'Europe comme force d'attraction et stabilisation.

Enfin, Van Rompuy a toujours donné le message que l'Europe est un patrimoine de valeurs, de principes et de libertés. Nous devons tous être conscients du danger représenté par le populisme. Nous nourrissons aujourd'hui des inquiétudes quant à l'avenir du Parlement, qui n'a jamais été autant dominé par les tendances eurosceptiques.

Van Rompuy a été parmi les premiers à évoquer le danger du populisme en Europe, du repli sur soi, des solutions simplistes, des slogans violents, du non-respect de l'autre. Face aux populismes, il ne faut regarder ailleurs, en se réconfortant avec un européisme démodé, mais il ne faut non plus se mettre sur le terrain de la dévalorisation du projet européen.

La réponse au populisme est dans l'Europe des résultats. Elle est tout d'abord dans la capacité de façonner une vision politique partagée de ce que l'Europe veut être dans un monde global et de ce que elle peut représenter pour les citoyens. Elle est dans la capacité d'action des institutions communes. Il faut une Europe plus simple, plus efficace, avec moins de déclarations d'intentions et plus d'actions pragmatiques. Il faut une Europe qui agisse dans les domaines de la croissance, de l'emploi, du changement climatique et des migrations.

La crise a été une coupure politique, entre l'Europe espace et l'Europe communauté. L'Europe a été conçue comme une "espace" sans frontières : elle était l'élimination des barrières, des entraves aux libertés économiques et de circulation ou à l'action des marchés. Cela ne suffit plus. Ce qui était une opportunité ou une défense des droits du consommateur ou du citoyen contre les monopoles ou l'Etat trop puissant est aujourd'hui une limite: l'Europe des contraintes, de la surveillance, l'Europe qui sait empêcher mais ne sait pas accompagner. Tout cela ne peut créer une affiliation à l'Europe.

Van Rompuy nous rappelle que pour contrer les populismes, l'Europe doit devenir "communauté", une Europe qui protège, qui ne laisse pas seul et sans opportunités son citoyen en difficulté, une Europe qui lutte contre le chômage, une Europe qui multiplie la capacité d'action de ses Etats membres face aux défis globaux.

Dans tous ces débats, le Conseil européen a acquis un rôle central, plus fort que jamais. Certains y voient l'avantage d'une prise directe avec les systèmes nationaux, d'autres le risque d'une dérive intergouvernementale.

Van Rompuy a géré cette phase difficile avec un remarquable sens de la coopération et de l'équilibre interinstitutionnel. Il a été médiateur mais également donneur d'impulsions, aidant à fixer les objectifs prioritaires et à en garantir la mise en œuvre, Conseil après Conseil.

Rappelons-nous des débats lors de la création de cette présidence permanente: Président avec une légitimité politique ou gestionnaire de réunions? Tout au long de son mandat, Van Rompuy a forgé la nouvelle institution, lui a donné une physionomie claire, et une base solide, celle du dialogue, de l'unité, et de l'action. Il a été un Président à l'écoute, sensible aux contraintes et aux problèmes de tous. Il a été le gardien de la confiance. Il a fui toute médiatisation et toute personnalisation. Il n'a jamais cherché le

consensus facile, il n'a jamais cherché la déclaration facile, qui aurait eu l'attention des journaux mais qui aurait compliqué les négociations au Conseil.

Cependant, nous savons tous combien les progrès faits par les Conseils européens doivent à son action de bâtisseur de ponts, discret et efficace. Dans son discours de Berlin, Van Rompuy a comparé la situation du Président du Conseil européen face à 28 chefs d'états à celle de l'Empereur du Saint Empire romain germanique, avec autant de prince électeurs. Herman, voilà donc une raison de plus de mériter votre prix Charlemagne!

Les deux mandats de Van Rompuy ont complété un travail sans ruptures, qui a affirmé le Président du Conseil européen comme un acteur de premier rang, un interlocuteur stable pour les gouvernements et pour les partenaires internationaux. Donnant au Président du Conseil européen une force politique et une légitimité accrues, il a ouvert la voie à des nouvelles perspectives.

Mesdames et Messieurs,

Nous devons beaucoup à l'action de Van Rompuy. A son indépendance d'esprit, à ses dons de diplomate, à son sens du moment, talents indispensables pour un homme politique. Ce prix est la reconnaissance non seulement du travail accompli, mais également des perspectives qu'il a ouvertes, de l'héritage riche en pistes d'actions pour l'avenir de la construction de l'Europe.

C'est pourquoi je suis sûr que dans les prochaines années nous ne manquerons pas de faire appel à votre sagesse, à vos idées, à votre sens européen et à votre courage, pour achever la construction d'un projet, la construction d'une Europe plus unie.

Comme les pères fondateurs ont fait des choix qui ont changé en mieux la vie de nos générations, aujourd'hui c'est à nous de bâtir l'Europe unie pour que nos enfants puissent vivre dans un monde qui ait encore au centre les valeurs européennes.